

Il y a quelqu'un

JOURNAL DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE DU FINISTÈRE



SOMMAIRE

La genèse de notre projet immobilier	2
L. FORGET, Administrateur.	
Quelques dates, quelques repères	
E. FAYEMI, Directeur Général.	5
Histoire de l'implantation des services de l'ITEP J.L. Etienne	
H. REMOND, Directrice.	6
Un déménagement, quelle histoire ! quelles histoires ?	
C. FOUQUET-COTE, psychomotricienne,	8
H. QUELLEC, orthophoniste.	10
Le SAFA, petit service, petit article, petits locaux ?	
L. CAROFF, Directeur adjoint.	11
DEMOS Quimper, des fois ça déménage !!!	
Un survivant de l'époque ! devinez !	
et G. RENARD, Directrice.	12
En chemin pour le Guyader et Maupertuis.	
L. CAROFF, Directeur adjoint.	14
Il était une fois le SEMO	
M.L. STEYER, secrétaire.	16
CAFP, historique et origine	
T. TICHIT, Directeur	
et H. MICHARD, chef de service.	18
DAD, historique et motifs de la création	
T. TICHIT, Directeur	
et H. MICHARD, chef de service.	20
Quand le développement de l'activité s'accompagne de déménagements successifs.	
X. VELLY, directeur.	22
Histoire du bâti de Ty Ar Gwenan	
N. CONQ, Directrice,	
et M. COIC, chef de service	24
Histoire des implantations de l'ITES	
G. ALLIERES, C. CARIOU, L. DEGOUYS,	
C. HURTAUD - Directrice.	26
La Maison des parents	
S. GUILLEMET, coordinatrice.	28
Un petit regard sociologique sur les constructions de la Sauvegarde 29	
J.P. KERVELLA, sociologue, ex responsable de formation à l'ITES, membre associé du LABERS, UBO	30

éDiTo

N° 7

DECEMBRE 2016

Ce numéro du journal raconte une part de « l'Histoire » de La Sauvegarde du Finistère à travers les histoires singulières de ses implantations géographiques successives et de l'évolution de son patrimoine immobilier.

Alors que nous nous apprêtons à fêter, en 2017, les 80 ans de l'association, il était opportun d'avoir ce regard rétrospectif ; car il témoigne, notamment, de la capacité et de la volonté de l'ADSEA 29 d'adapter ses moyens pour faire face à ses choix de développement, aux évolutions des politiques publiques et, aussi, pour répondre à des préoccupations d'amélioration de l'accueil des personnes accompagnées et des conditions de travail des professionnel(le)s...

Pour autant, doit-on considérer ces évolutions de nos moyens immobiliers seulement comme des réponses à des nécessités stratégiques de développement ou des mises en conformité face à de nouvelles normes légales et/ou sociales ?

Deux exemples actuels, le projet immobilier rue de Maupertuis à Brest et le regroupement du DAD¹ et du CAF² à Quimper montrent que l'association a la volonté de se saisir de

ces évolutions pour faire de la gestion de ses moyens immobiliers et aussi des méthodes mises en œuvre pour les mener à bien, des vecteurs de valorisation et d'enrichissement de son projet associatif.

Le regroupement de plusieurs services sur un même site, dans les mêmes locaux, le choix de penser un dispositif d'accueil commun, de mutualiser des moyens matériels et humains, donnent sens à notre engagement de « faire association pour faire société ».

Le fait de se saisir du regroupement du DAD et du CAF pour réécrire un projet de service en misant sur la complémentarité des dispositifs pour une meilleure prise en charge des jeunes accueillis ou encore de mobiliser l'ensemble des personnels concernés autour du « projet immobilier » traduisent en actes la volonté affirmée de « s'évaluer ensemble pour construire ensemble ».

“Faisons vivre notre projet associatif...”

Par Roger ABALAIN,
Président.

1 - Dispositif d'Accueil Diversifié

2 - Centre d'Adaptation et de Formation Professionnelle

La genèse de notre projet immobilier

En proposant cet article pour notre journal, je souhaite expliquer pour quelles raisons nous avons lancé un projet immobilier au début de l'année 2014

1. Les établissements et services brestois de la Sauvegarde occupent 9 sites sur la ville. Bien qu'il se situe sur le territoire de Guipavas, on peut y ajouter un 10^{ème}, l'ITES, car il est tout proche. Le tableau joint en page 4 en donne une vue d'ensemble.

Pourquoi ces 10 implantations ?

C'est le fruit de la longue histoire de notre association.

Je n'en dirai pas plus, laissant à d'autres le soin de reprendre cette question.

La dispersion de nos locaux n'est pas due à nos usagers. Elle ne semble pas avoir généré de difficultés pour eux. En revanche, pour la Sauvegarde, il en va autrement au plan économique.

Il a fallu doter chacun des services de moyens matériels leur permettant de fonctionner de manière autonome.

A l'heure où les contraintes budgétaires s'alourdissent, cette situation est un obstacle à ces sources d'économies que sont l'optimisation et la mutualisation des moyens. En outre, elle ne favorise pas une communication facile entre les personnels des services.

Pour ces raisons, notre association trouverait avantage à réduire le nombre de ses implantations sur Brest.

Notons au passage que la dispersion immobilière existe aussi à Quimper, avec les mêmes conséquences économiques.

2. Tel qu'il est à ce jour, notre parc immobilier brestois offre-t-il une réponse satisfaisante aux besoins des services ?

2.1 On peut répondre par l'affirmative, peut-être avec quelques nuances, pour les locaux du SEMO, du CMPP, de l'ITEP Ados, de l'ITES, du SAFA et de la Maison des parents. Les 4 premiers ont été réalisés à l'initiative de la Sauvegarde, il y a 15 ans pour les plus anciens, 10 ans pour les autres. Malgré l'écoulement du temps, ils restent bien adaptés à ce que l'on attend d'eux.

2.2 Pour les locaux des autres services, la réponse est différente. Pour eux, on s'est adapté, tant bien que mal, à ce qu'on a trouvé, en se limitant à des transformations strictement indispensables, notamment là où l'association n'est pas propriétaire.

Qu'en est-il pour ces locaux ?

2.2.1 Le siège

C'était une construction légère qui remontait à une quarantaine d'années. La Sauvegarde en était propriétaire. Sa qualité environnementale était médiocre, l'isolation

thermique était inexistante, les conditions de travail étaient très sensibles aux conditions climatiques extérieures. On y manquait de place. Les archives, dont nous avons le gardiennage, étaient logées dans des conditions de sécurité physique très précaires.

On a admis depuis longtemps, que ce bâtiment n'était pas améliorable en raison de sa vétusté. Investir là aurait été un gaspillage pur et simple.

Toutefois, le site offre des avantages :

- il présente un parking qui convient dans la plupart des cas,
- il est facile d'accès,
- il est contigu à une propriété que notre association a achetée et qui a agrandi la surface constructible.

2.2.2 Le DEMOS

Ses locaux sont loués depuis 2009 au titre d'un bail commercial dont les termes ne nous sont guère favorables. Les conditions de travail et d'accueil se sont révélées décevantes.

Pour les améliorer, il a fallu financer des travaux importants (ventilation, aménagement de bureaux, accueil des personnes à mobilité réduite). Nous nous en sommes tenus au strict nécessaire car la vocation de la Sauvegarde n'est pas d'améliorer le patrimoine d'un bailleur privé.

EN PROPOSANT CET
ARTICLE POUR NOTRE
JOURNAL, JE SOUHAITE
EXPLIQUER POUR
QUELLES RAISONS NOUS
AVONS LANCÉ UN PROJET
IMMOBILIER AU DÉBUT DE
L'ANNÉE 2014.

2.2.3 Le SESSAD et le Service de suite

Ils sont abrités depuis février 2015 dans des locaux loués au n° 24 de la rue Maupertuis.

La place n'y manque pas, mais la distribution et la nature des locaux ne sont pas adaptées aux besoins des services. De plus, la qualité très médiocre de l'isolation phonique est contraignante dans des locaux recevant du public pour des entretiens à caractère confidentiel. Le séjour de nos services dans ces locaux ne peut être que provisoire.

2.2.4 l'ITEP enfants

Ce service est logé au n° 6 rue de Douarnenez, dans des locaux loués à la ville de Brest. Il y fonctionne dans des conditions difficiles, dans un manque global de surface et la structure des locaux est mal adaptée aux besoins tels qu'ils sont aujourd'hui devenus.

2.3 A la lecture de ce qui précède, il apparaît que notre association a eu recours à deux options différentes pour loger ses services :

- l'une dans laquelle elle a pris part à la conception de ses locaux en faisant construire,
- l'autre qui a consisté à acheter ou louer quelque chose qui existait et à l'adapter, plus ou moins bien, à ses besoins.

Lorsque les besoins ont un caractère spécifique, comme c'est le cas pour la majeure partie de notre projet immobilier, l'avantage est clairement à la première option.

3. Devant la situation décrite ci-dessus, quelle a été la réponse de notre association ?

- Dans un premier temps, elle a conduit une étude de faisabilité selon 3 dimensions : technique, financière, et administrative. Plusieurs options ont été examinées.

Elle a permis de définir les éléments de base d'un projet compatible avec nos moyens financiers, à savoir :

- faire du neuf,
- rester sur le site Maupertuis en l'agrandissant par l'achat de la propriété voisine,
- y regrouper des services.

- Dans un 2^{ème} temps, le projet a été mené selon la procédure classique avec le concours d'un architecte Maître d'œuvre. Il réunit sur le site du 14 rue Maupertuis, le Siège, le DEMOS, le SESSAD, le Service de suite et le SAFA.

Le projet a été conçu pour atteindre 3 objectifs :

- offrir aux services concernés des locaux modernes qui leur conviennent,
- générer des économies par l'optimisation et la mutualisation des moyens,
- tirer le meilleur parti d'une plus grande proximité inter-services. Développer un « Vivre ensemble » associatif et professionnel.

- Le 3^{ème} temps est celui de la réalisation.

Elle vient de commencer.

Elle va se terminer pour la rentrée 2017.

Nous verrons alors si nous avons gagné l'enjeu proposé par le Président Roger ABALAIN lors de la réunion de lancement, le 13 novembre 2014 au DEMOS :

«Faisons vivre notre projet associatif à travers notre projet immobilier». ■

Par Louis FORGET,
Administrateur.



L'IMMOBILIER

à la Sauvegarde

Service

Adresse

Année
de
construction

Propriétaire ?

Direction Générale	14 rue Maupertuis - 29200 BREST	2016	OUI
DEMOS	26 rue Gaston Planté - 29200 BREST		NON
	6 allée Claude Dervenn - 29000 QUIMPER	1992	OUI
	22 rue des Gémeaux - 29000 QUIMPER	1991	OUI
	Rue Y. Guyader - Z.A de la Boissière - Lot Roc'h Glas - 29600 MORLAIX	2004	OUI
SEMO	15 rue Alexis Clairaut - 29200 BREST	1999	OUI
SAFA	5 rue du Chatellier - 29200 BREST	1981	OUI
	15 impasse Dieudonné Costes - 29600 SAINT-MARTIN DES CHAMPS		NON
CAFP et DAD	3 rue du Docteur Picquenard - 29000 QUIMPER		NON
REPIS	6 rue Pierre Mocaër - 29000 QUIMPER	2001	OUI
	12 rue du Syndicat - 29270 CARHAIX		NON
	Quimill - Rés. Surcouf - 29150 CHATEAULIN		NON
Ty Ar Gwenan	48 rue du Général De Gaulle - 29260 LESNEVEN		NON
CMPP	15 rue Saint-Jacques - 29200 BREST	2001	OUI
ITEP Enfants	6 rue de Douarnenez - 29200 BREST		NON
ITEP Ados	16 rue du Docteur Floch - 29200 BREST	1999	OUI
SESSAD Brest	24 rue de Maupertuis - 29200 BREST		NON
ITES	170 rue Jules Janssen, ZAC de Kergaradec - Guipavas - 29806 BREST cedex 9	2000	OUI
	2 rue Alfred Le Bars - ZAC du Cuzon - Moulin du Loc'h - 29000 QUIMPER	2010	OUI
Maison des parents	Espace Madeleine Porquet - 1 rue de Rennes - 29200 BREST		NON

Données à jour en 2016

CRÉATION ET OUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES QUI ONT ACCOMPAGNÉ LE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE ASSOCIATION TOUT AU LONG DE SON HISTOIRE

Quelques dates, quelques repères

- ▶ 17 décembre 1937, création de la « Société Sud Finistère pour la protection de l'enfance délaissée et délinquante », première appellation de ce qui deviendra plus tard notre association sous la dénomination de « Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes du Finistère » en 1960.
 - ▶ 1962, premier établissement de l'association appelé Centre de Kervouigen, établissement d'accueil pour garçons et qui est implanté sur la commune de Pluguffan. Etablissement qui assure l'hébergement, la scolarité et la formation professionnelle des mineurs qu'il accueille au titre de la protection de l'enfance en danger.
 - ▶ 1966, ouverture du CMPP (Centre Médico-Psycho Pédagogique) Jean Charcot à Brest ; cette première implantation se fait dans le quartier de Saint-Martin.
 - ▶ 1968, premier service dit « de milieu ouvert », le SOAE (Service d'Orientation et d'Action Éducative), qui s'implante sur Quimper dans des locaux situés rue Gourmelen.
 - ▶ 1969, l'école d'éducateurs, qui deviendra par la suite en 1984, l'ITES (Institut pour le Travail Éducatif et Social), s'installe à Kerbénéat sur la commune de Plounéventer.
 - ▶ L'année 1971 voit le siège de l'association quitter la ville de Quimper pour rejoindre Brest, au 5 rue du Chatellier dans le quartier de Bellevue.
 - ▶ 1974, création du second service de milieu ouvert sur la ville de Brest, le SAE (Service d'Action Éducative), dans le quartier de Kérinou.
 - ▶ 1979, c'est la création de l'EMT (Externat Médico Thérapeutique) rue Robespierre, puis en 1981 sur St-Marc à Brest.
 - ▶ 1981, dans la perspective de la fermeture du centre de Kervouigen, une partie de ses effectifs est accueillie au foyer du Loc'h, rue du Loc'h à Quimper, création du GAVA-Réseau Sud 29 en 1981, qui donne naissance en 1989 au REPIS (Réseau Éducatif Pour l'Insertion Sociale).
 - ▶ 1983, création du SEMO (Service Éducatif en Milieu Ouvert) à l'origine de besoins pour de grands adolescents, identifiés par les professionnels du SAE. Ce premier service d'AEMO renforcée s'installe dans une maison, route de Quimper à Brest, avant de déménager en 2000 dans ses locaux actuels.
 - ▶ 1990, mise en place d'un service « Alternative à l'incarcération » rattaché au REPIS de Quimper.
 - ▶ 1992, création du CAFP, Centre d'Adaptation et de Formation Professionnelle, ouverture qui voit la fermeture définitive de notre Centre de Kervouigen.
 - ▶ 1996, le Siège social de l'Association et la Direction Générale quittent les locaux du 5, rue du Chatellier pour ceux du 14 rue de Maupertuis. Ils y demeurent toujours.
 - ▶ 2000, ouverture du DAD (Dispositif d'Accueil Diversifié) par fermeture du Foyer Ar Spi, situé dans les locaux de la rue des Gémeaux à Quimper. Le Foyer Ar Spi est le dernier foyer d'accueil collectif de l'association, il s'est ouvert après la fermeture du Foyer du Loc'h qui lui-même accueillait les derniers mineurs du Foyer de Kervouigen quelques temps avant sa fermeture.
 - ▶ 2002, création du SESSAD (Service d'Éducation et de Soins Spécialisés A Domicile) de l'ITEP Jean-Louis Etienne. et Extension de la seconde tranche de notre centre de formation en travail social (l'ITES) sur la commune de Guipavas.
 - ▶ 2003, implantation du REPIS sur la commune de Carhaix.
 - ▶ 2004, création du PEAD (Placement Éducatif A Domicile) rattaché au REPIS et qui s'implante sur les villes de Quimper et de Châteaulin.
 - ▶ 2009, ouverture et implantation de la Maison des parents sur la rive droite de la ville de Brest avant de rejoindre le quartier de Bellevue dans les locaux d'une ancienne école maternelle (Espace Madeleine Porquet) mis à disposition par la ville de Brest.
 - ▶ 2012, création du SAFA (Service d'Accompagnement pour les Familles et les Adolescents) sur la ville de Morlaix et par extension du service en 2014, ce dernier s'implante également sur la ville de Brest au 5 rue du Chatellier.
 - ▶ 2016, en janvier, démarrage des travaux de ce qui deviendra en juillet 2017, le grand ensemble « La Sauvegarde » au 14 rue de Maupertuis à Brest et qui accueillera le SESSAD et service de suite de l'ITEP Jean-Louis Etienne, l'antenne du SAFA de Brest, l'antenne du DEMOS de Brest, le Siège social et la Direction Générale.
- En juillet, sur décision de l'association, Ty Ar Gwenan, la MECS (Maison d'Enfants à Caractère Social) de Lesneven rejoindra, les services et établissements de l'association. 23 ans après la fermeture de son premier Centre d'accueil collectif, le Centre de Kervouigen, l'ADSEA 29 retrouve un accueil collectif. ■

Par Emmanuel FAYEMI, Directeur Général



ITEP Jean-Louis Etienne

Histoire de l'implantation des services de l'Institut Jean-Louis Etienne

A la fin des années 60 (1968-1969), le CMPP Jean Charcot engage une réflexion sur les besoins des enfants suivis au CMPP et pour lesquels une prise en charge thérapeutique et rééducative plus globale est nécessaire au regard de leurs difficultés.

10 ans après, l'institut Jean-Louis Etienne ouvre en septembre 1979 sous le nom d'Externat Médico-Thérapeutique (EMT).

A cette époque, l'EMT s'installe au 1 rue de Robespierre à Brest, puis déménage rapidement, deux ans plus tard, rue de Tunisie dans les locaux d'une ancienne école où l'on pouvait lire à l'entrée :

« Ecole communale de garçons ».

L'EMT accueille alors 32 enfants de 6 à 14 ans présentant des troubles du caractère et du comportement et leur propose un accompagnement thérapeutique, pédagogique et éducatif. L'Externat Médico-thérapeutique avait 3 groupes éducatifs et 2 classes. Aujourd'hui l'ITEP enfant a 3 classes et 4 groupes éducatifs.

En 1993, l'EMT devient l'Institut de Rééducation (IR) et est régi par les Annexes XXIV de 1989, qui précisent que l'établissement accompagne des jeunes ayant une intelligence ordinaire ou s'en approchant, une capacité à s'adapter au travail et à la vie en groupe, étant capables de se déplacer seuls notamment à partir de 14 ans.

Les quatre objectifs initiaux étaient l'épanouissement, l'autonomie, l'intégration et la responsabilisation.

A l'époque, les enfants bénéficiaient d'une cantine familiale où les repas étaient confectionnés sur place mais les locaux de la rue de Tunisie étaient très vétustes et peu adaptés : les thérapeutes étaient installés en haut d'une « tour » à laquelle il était possible d'accéder par un petit escalier dont la solidité n'était pas assurée. La décision est alors prise de déménager dans de nouveaux locaux, situés au 6 rue de Douarnenez. De nouveau l'IR s'installe dans les locaux d'une ancienne école, le Petit Paris, qui offre davantage d'espaces pour les jeunes accueillis et qui renvoie aux

familles l'image positive et symbolique que leurs enfants continuent d'aller dans une « école ». La proximité avec les écoles du quartier a favorisé la mise en œuvre et le développement des scolarités partagées.

En 1998, l'institut Jean Louis Etienne voit son agrément passer de 32 places à 48 places. Cette extension permet la création de 14 places en Section d'Initiation et de Première Formation professionnelle (SIFPRO), appelée à l'époque « l'Annexe », appelé plus communément aujourd'hui « L'ITEP ado ». Cette création était devenue nécessaire car l'IR ne proposait rien à ces jeunes de 14 ans qui se retrouvaient donc sans accompagnement adapté pour certains, alors qu'ils ne pouvaient réintégrer le milieu scolaire ordinaire. Des locaux spécifiques sont alors achetés au 16 rue du Docteur Floch. Les locaux étaient très agréables, et l'atelier cuisine bénéficiait d'une cuisine pédagogique de qualité avec des équipements neufs.

En septembre 2002, l'Institut Jean-Louis Etienne se restructure afin de répondre de manière plus appropriée aux besoins des enfants et surtout des adolescents de

l'IR mais aussi pour accompagner des jeunes scolarisés en milieu ordinaire ayant besoin d'un accompagnement éducatif et thérapeutique pour soutenir cette scolarité. L'IR (section enfants et adolescents) revient alors à une capacité de 36 places et parallèlement, est créé le Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile (SESSAD) de 16 places pour des jeunes de 5 à 18 ans. A cette époque, le SESSAD s'installe pour quelques mois dans les locaux de "l'ITEP ADO" puis aménage dans une maison louée au 5 rue de Lanrédec, fin 2002. Les éducateurs étaient installés dans une chambre de la maison, la thérapeute dans la salle de bain ! Malgré des locaux petits, il a été difficile pour l'équipe de quitter ces locaux lorsque le SESSAD a déménagé dans la maison rue du Chatellier, maison dont l'association est propriétaire et qui venait d'être libérée par un autre service.

En septembre 2014, l'ITEP bénéficie d'une extension d'agrément de 8 places. Le service de suite est créé afin d'accompagner, en individuel, des jeunes de 16 à 18 ans dans leur projet de vie et leur projet professionnel.

Ce nouveau projet répond aux besoins d'un nombre croissant de jeunes ayant besoin d'un accompagnement à la sortie de l'ITEP et qui venaient engorger la liste d'attente du SESSAD, faute d'accompagnement possible par l'ITEP au-delà de 16 ans.

Le nouveau service de suite s'installe alors rue du Chatellier avec l'équipe du SESSAD, pour déménager au 24 rue Maupertuis en janvier 2015 pour des locaux plus grands mais provisoires dans l'attente de la reconstruction, dans le cadre du projet immobilier.

Aujourd'hui, 23 ans après, l'IR, devenu l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique en 2005, se trouve toujours dans les locaux de la rue de Douarnenez. L'architecture actuelle de "l'ITEP enfant" ne semble plus adaptée aux besoins des jeunes et des professionnels : bruit,

manque d'espaces, concentration de jeunes dans des espaces trop restreints, longs couloirs, manque de modularité... L'architecture impacte considérablement le bien-être des jeunes ; le sentiment d'appartenance à un lieu qu'ils s'approprient, joue indéniablement sur l'estime de soi et fait donc partie du soin. Le projet d'accompagnement et les besoins des jeunes ayant évolué, l'architecture de "l'ITEP enfant" devra nécessairement évoluer à moyen terme, soit à travers des travaux de rénovation, soit à travers la recherche ou la construction de nouveaux locaux.

"l'ITEP ado" se trouve toujours dans ses locaux d'origine situés rue du Docteur Floch. Ces locaux sont aujourd'hui toujours adaptés à l'accompagnement proposé mais nécessitent des travaux de rénovation, actuellement en cours de réflexion, afin d'inscrire de façon plus harmonieusement "l'ITEP ado" dans son environnement et de donner une image plus dynamique de ce service auprès des jeunes et adolescents. ■

Par L. COBERT, C. KERMARREC,
M. LOUEDEC, J. UGUEN
et Hélène REMOND, Directrice.



ITEP

Institut
Thérapeutique
Educatif
et Pédagogique

En 2001, le CMPP Jean Charcot, situé au 12 bis rue Bruat à Brest est déclaré trop vétuste pour être rénové (il sera finalement rénové et réhabilité en appartements).

Il est situé dans le quartier de Saint-Martin, dans un immeuble d'habitation. C'est un intérieur cosy, moquette au sol, escalier peint en blanc, salle d'attente au premier étage.

Cet immeuble a une histoire et une âme.

Le quartier aussi : *“Un petit tour au marché de Saint-Martin, tout proche, apportait de la couleur à nos moments de pause”.*

Naît alors un projet de construction au 15 rue Saint-Jacques qui laisse tous les professionnels du CMPP perplexes et inquiets pour diverses raisons.

J'avais en 2001 exprimé nos inquiétudes dans un article du journal de l'association, à l'époque : le kaléidoscope.

INQUIÉTUDES SUR PLUSIEURS PLANS

▮ Allions-nous pouvoir recréer dans un bâtiment neuf et froid l'atmosphère intime et presque familiale du 12 rue Bruat ? Cette ambiance nous paraissant importante dans notre travail d'alliance avec les familles.

▮ Les patients nous suivraient-ils dans un quartier qui à l'époque n'était marqué que par la présence de l'hypermarché Géant et mal desservi par les transports publics ?

▮ Qu'allait-il advenir de pratiques professionnelles qui semblaient en voie de disparition au sein du CMPP (thérapie familiale, et pédagogie relationnelle du langage). En effet, si les aspects architecturaux sont essentiels dans la construction d'un nouveau bâtiment, les différentes pratiques des uns et des autres structurent souvent notre façon d'aborder la clinique.

CMPP , quartier Saint-Martin

▮ Qu'allions-nous construire dans ces nouveaux locaux, qui nous permettrait de poursuivre notre travail d'équipe, notre réflexion commune théorique et clinique qui forment l'histoire du CMPP ?

▮ Plus précisément en ce qui me concernait, comment allais-je pouvoir fonctionner dans une salle de psychomotricité totalement inadaptée par sa surface et son volume et pour laquelle j'avais passé pas mal d'énergie à essayer (en vain) de me faire entendre, auprès de la direction de l'époque.



Quelle histoire ! quelles histoires ?

15 ANS APRÈS NOUS AVONS QUELQUES RÉPONSES.

- Les patients nous ont suivis, montrant ainsi que c'est bien la relation que l'on noue avec eux qui nous lie, avant toute chose.
- L'arrivée du tram a facilité l'accès au CMPP.
- Nos craintes sur l'avenir de la thérapie familiale se sont confirmées : par manque de professionnels formés à cette pratique, elle a disparu.
- Des collègues se sont formées à la pédagogie relationnelle du langage ; une autre souhaite cette formation, qui est pluriannuelle et donc pas prise en charge pour l'instant dans le cadre de la formation continue. Cette formation était considérée comme prioritaire au plan de formation il y a encore quelques années.
- Se pose la question pour les années à venir de la pérennisation des groupes de psychodrame.

Il nous a fallu du temps, de l'énergie pour arriver à rendre un peu moins impersonnels ces locaux : chaque espace à aménager a fait l'objet d'une réflexion en lien avec les besoins de nos patients et le sens que nous donnions à cet espace :

┐ l'abonnement à l'artothèque nous permet d'égayer nos nombreux couloirs tout en offrant une découverte artistique à tous (Professionnels et patients).

La salle d'attente a fait l'objet d'un groupe de travail pour répondre un peu mieux aux besoins des usagers qui ont été sollicités pour faire part de leurs propositions et donner leur avis. Les enfants et les parents s'y sentent mieux, des espaces différents ont été créés mais nous ne pouvons y reproduire l'intimité de celle de la rue Bruat.



Ce groupe de travail auquel j'ai participé m'a permis de mieux connaître des collègues nouvellement arrivées.

Il a également ouvert une réflexion sur le rôle de la salle d'attente.

┐ L'une des 2 salles de psychomotricité a fait l'objet de travaux importants et coûteux dès la fin de la première année. Grâce au soutien des médecins présents à ce moment-là, qui, connaissant notre travail, savaient que nous ne pouvions fonctionner dans une salle aussi petite ! Elle est maintenant plus claire, plus agréable que celle de la rue Bruat, à mon goût.

Mais quel gâchis de temps, d'énergie et d'argent.

┐ L'autre salle de psychomotricité, avec seulement un skydôme pour amener la lumière, est moins agréable.

┐ Il arrive fréquemment aux patients et à leurs parents de se perdre dans les couloirs en sortant de nos bureaux.

Mais l'adaptation aux nouveaux locaux s'est faite très rapidement, le travail relationnel et de réflexion clinique prenant vite le dessus sur les problèmes environnementaux.

Nous ne sommes plus dans la nostalgie des anciens locaux depuis longtemps. Cet aménagement demeure cependant un questionnement permanent, comme le reste de notre travail.

Rien n'est figé, tout est amené à être transformé en fonction de l'évolution des problématiques qui se posent au fil des jours. Les échanges entre collègues permettent d'ajuster nos impressions.

Je laisse donc la parole à ma collègue orthophoniste qui n'a pas connu les anciens locaux et dont la découverte des locaux en arrivant était donc vierge de toute référence.

Corinne Fouquet-Côte
Psychomotricienne





“J’ ai pris ma fonction d’orthophoniste au CMPP Jean Charcot en septembre 2014, soit 13 ans après le déménagement du CMPP dans ses **NOUVEAUX LOCAUX**”

En arrivant, je vois ce bâtiment gris, qui, bien qu'à proximité du grand boulevard Montaigne, et du magasin Géant, trouve sa localisation dans une petite rue, avec un peu de verdure autour.

Un parking est prévu à l'arrière du CMPP pour le personnel, et un autre au niveau de l'entrée du CMPP pour les familles des patients et les taxis. Ne pas avoir ce souci de stationnement est un atout.

Après cette 1^{ère} impression extérieure, quelques semaines avant le début de mon contrat, une de mes collègues orthophonistes me fait visiter les locaux et découvrir l'intérieur de ce bâtiment.

En arrivant à l'intérieur, j'arrive dans une entrée lumineuse, lumière provenant de la grande porte vitrée. Au niveau de cette entrée se trouvent les bureaux des secrétaires. Ceci est intéressant pour les familles, les enfants ou les taxis ; ils peuvent ainsi s'adresser directement aux secrétaires pour toute question ou renseignement.

Puis, dans le prolongement de cette entrée, la salle d'attente, lieu agréable et accueillant qui est organisé en 2 espaces : celui dans lequel on arrive avec chaises, livres et revues à disposition

pour les enfants et les adultes qui les accompagnent. Et une autre partie, plus destinée aux enfants, avec tapis et coussins sur lesquels ils peuvent y trouver des jeux, de la dinette. Un espace de coloriage est également prévu avec des crayons et feuilles. La décoration est colorée et offre un endroit rassurant pour les enfants. C'est l'endroit où ils attendent. Dans ce lieu encore inconnu pour eux : ce sont les premiers moments au CMPP avant la rencontre avec le thérapeute ou le médecin ; c'est important que l'endroit soit accueillant et rassurant me semble-t-il. Puis une porte sépare la salle d'attente des bureaux et salles dédiées aux thérapeutes.

Les peintures aux murs m'interpellent, elles sont colorées, changent régulièrement, et offrent ainsi, tout en décorant les couloirs du CMPP, une ouverture culturelle pour les enfants, et un cadre agréable de travail pour nous, thérapeutes.

Je découvre ensuite les différents bureaux. Certaines salles, plus spacieuses, permettent aux groupes ou psychomotriciennes, d'évoluer dans un environnement nécessaire pour la bonne pratique de leur clinique.

Avant de regagner la salle d'attente, je passe par la salle de pause, elle aussi très lumineuse.

Depuis mon arrivée la décoration a été refaite, faisant de cette pièce un endroit agréable pour les échanges.

Fin de ma visite, il est vrai que je m'y perds un peu pour retrouver le point de départ, la salle d'attente.

Un an et demi après mon arrivée, bien que n'ayant pas de point de comparaison, je trouve que ce bâtiment offre un bon cadre de travail. Il me semble que la réflexion, le travail et les projets de mes collègues durant ces dernières années y ont beaucoup contribué. Aménager un service dans un nouveau local est un projet à long terme.

De mon point de vue de « nouvelle arrivante » dans ce local, je pense que lorsqu'on découvre un lieu, on y découvre petit à petit son histoire, on n'a pas de représentation du point de départ, mais on arrive avec une vision de l'état actuel de l'endroit.

Cet endroit devient ainsi celui où l'on travaillera, où l'on accueillera nos patients et leur famille, celui où des projets et une réflexion continueront à se construire. ■

Par Héloïse Quellec,
Orthophoniste.

SERVICE

SAFA

Morlaix

Brest

Par Laurent
CAROFF,
Directeur
adjoint.....

Petit service, petit article, petits locaux ?

SAFA

Service d'Accompagnement
pour les Familles et les
Adolescents

Au printemps 2012, l'ADSEA 29 répond à un appel à projet du Conseil Départemental et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse pour la création d'un service de milieu ouvert à moyens renforcés.

Le projet étant retenu, le SAFA naît au début du mois de septembre 2012.

Suite à la réponse favorable à la fin du printemps, il nous restait l'été pour trouver des locaux sur MORLAIX, ville, où devait s'installer le siège de ce nouveau service. Pour l'antenne de BREST, les professionnels concernés se sont installés dans un bureau situé au DEMOS de BREST répondant ainsi à la volonté de mutualiser des moyens matériels entre services de l'ADSEA 29.

Sur MORLAIX, nous avons été confrontés à une offre extrêmement limitée de locaux

et de plus, ne répondant pas totalement aux besoins de l'activité assurée par le service. Pressés par le temps, nous avons opté pour un appartement situé au rez-de-chaussée, 8, rue Michel Bakounine. Bien évidemment nous avons constaté rapidement que ces locaux n'étaient pas adaptés, trop exigus, de plus ne recevant pas l'accord administratif pour l'accueil du public.

Depuis sa création, le SAFA a connu une augmentation progressive de son activité passant de 44 enfants département à 53 enfants, puis depuis le mois d'octobre 2014, 77 enfants. L'organisation du SAFA évolue en deux équipes. Les locaux, tant à BREST au sein du DEMOS qu'à MORLAIX dans le quartier de La Boissière, ne sont pas adaptés pour accompagner ce développement.

L'équipe de BREST va donc s'installer au 5, rue du Chatellier,

locaux libérés par le SESSAD Jean-Louis Etienne.

A MORLAIX, notre ténacité pour trouver de nouveaux locaux porte enfin ses fruits, puisque nous trouvons durant l'été 2015 une maison au 15, impasse Dieudonné Costes à SAINT-MARTIN DES CHAMPS. Dans ces deux endroits, les conditions d'exercice de la mission du service s'améliorent notablement. Nous pouvons y accueillir les enfants et les parents concernés par les mesures éducatives pour des activités, des repas, des entretiens.

Notre satisfaction collective s'est concrétisée dans l'organisation des portes ouvertes sur les deux sites à la fin du mois de mars 2016, nous étions enfin présentables, nous parlons bien entendu ici de nos locaux ! ■

SERVICE DEMOS QUIMPER

Des fois, ça déménage !!!



Créé en 1968 par la Sauvegarde de l'Enfance du Finistère, le Service d'Orientation et d'Action Educative de Quimper situé à l'époque rue René Madec, exerçait des Enquêtes Sociales, des Consultations Spécialisées au titre de l'assistance éducative et de l'Ordonnance de 1945 ainsi que des mesures d'AEMO, principalement dispensées par l'unique Juge des Enfants de Quimper en direction d'adolescents-es présentant des troubles du comportement ou étant dans des situations familiales très détériorées. La durée des interventions variait, à cette époque, entre trois et huit mois.

L'exiguïté des locaux invite le SOAE à s'installer rue Gourmelen à Quimper en 1972, dans une grande maison bourgeoise de trois niveaux.

Il y loge l'ensemble de ses professionnels. La maison dispose de beaux espaces et d'un petit jardin... C'était toute une époque, les éducateurs étaient dotés de grands bureaux, tous équipés de canapés, sans doute pour favoriser la réflexion après l'action : et cela méritait bien repos et décontraction sur le temps de travail !! ... La gestion du parc automobile était un peu compliquée : en fait, les véhicules étaient abrités sous un hangar d'accès libre... Il arrivait parfois de trouver une personne, sans domicile fixe ou autre « échappé » de l'hôpital psychiatrique, à dormir dans les véhicules. En outre, le hangar ne suffisait pas, il était parfois difficile de garer les 4L, ou autre Renault 18 ou Renault 20... remplacées ensuite par la 504 break familiale pour partir en camps... Dans le quartier, il y avait un propriétaire acariâtre qui, quand on se garait devant

DEMOS

Dispositif Educatif de Milieu
Ouvert Sauvegarde

chez lui, pouvait asperger le véhicule d'urine, soigneusement conservée dans des seaux... le moment du nettoyage était alors délicat, il y avait peu de volontaires...

Il y avait un voisin acariâtre, mais aussi un psychiatre et un directeur de la DDASS... avec eux... moins de problème.

Le service s'agrandissant, il a fallu louer une maison dans la rue d'en face, rue Katell Cornic car à cette époque le service d'AEMO suivait 150 mesures et tout ceci finissait par être peu fonctionnel.

Et puis un jour, le SOAE a été chassé, pas par le « Monsieur Pipi », mais par « Madame Mérule ».

Aujourd'hui, c'est un immeuble « haut de gamme » qui a remplacé la vieille maison bourgeoise...

L'association et le SOAE ainsi investissent dans le foncier sur le secteur de Keradennec en 1992. L'histoire raconte que lors de la construction, le directeur et le comptable faisaient régulièrement des visites de chantier

souvenir : imaginez le déménagement effectué par des personnes peu aguerries à l'exercice qui tentent de faire rentrer du vieux mobilier dans des locaux neufs aux couloirs exigus ! Un vrai bonheur ! ... Ou des professionnels qui, le jour du déménagement, choisissent de faire des synthèses... Ou encore des professionnels qui mettent des étiquettes sous leur siège, non pas par souci d'organisation, mais par peur de ne pas retrouver leur postérieur au même endroit !

Une fois le mobilier casé et les professionnels aussi, l'IOE s'installe au rez-de-chaussée et l'AEMO au 1^{er} étage. Tout le monde est content, même les gens du voyage installés un peu plus haut, qui viennent chercher de l'eau au robinet extérieur. Alors, un jour, le directeur se fâche et coupe l'arrivée d'eau extérieure : pas grave, les gens rentrent à l'intérieur ; l'ambiance sera momentanément tendue, d'autant qu'à part le SOAE, il n'existe aucune construction aux alentours...

Maintenant, c'est mieux, le personnel dispose de la proximité de Germicopa, producteur de patates pour les fins de mois difficiles, de l'ophtalmo pour ceux qui prennent un peu d'âge et perdent un peu la vue et, pour les toutes fins de carrières, la maison de retraite est en haut de la rue.

Et puis, aujourd'hui, n'oublions pas non

Bref, tout le monde est heureux, sauf qu'il n'y a de l'eau chaude que dans la cuisine ; au moins, dans la vieille maison à mérule, il y avait de l'eau chaude partout. Si l'Association n'avait pas été remerciée pour avoir construit en dessous de l'enveloppe prévue, il y aurait peut-être eu de l'eau chaude dans les sanitaires...

Et le SOAE, dans les années 2000, reprend ses mauvaises habitudes : il scinde encore ses équipes et c'est ainsi que quelques professionnels se retrouvent au 22 rue des Gémeaux pour préparer un projet d'AEMO à moyens renforcés... déjà... Ceci n'aboutira pas. Par contre, dans ces années, la Protection Judiciaire de la Jeunesse préconise de séparer les prestations, à savoir IOE et AEMO. En 2004, les deux services seront complètement distincts et le service d'investigation intégrera la rue des Gémeaux cette année-là.

De 2008 à 2012, ce site reprend des couleurs grâce à une politique de réhabilitation et d'investissement soutenue par la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Quant au 6 allée Claude Dervenn, en 2005, un projet d'agrandissement avait été étudié ; il est resté dans les cartons. Aujourd'hui, les professionnels aimeraient trouver au pied du prochain sapin de Noël une promesse d'agrandissement des locaux ; oh, pas pour avoir de l'eau chaude à tous les étages, mais pour avoir des secrétariats plus confortables, des salles d'entretien en plus grand nombre, une cuisine plus spacieuse et, enfin, une salle d'activités... pour recevoir enfants et parents lors d'activités ludiques et collectives.

Alors vivement Noël prochain...■

Un survivant de l'époque !!! Devinez !!!
et Gwenola RENARD, Directrice



et le rituel consistait en repartant à faire un tour dans le lotissement cossu qui se trouvait derrière le service... Le déménagement reste un bon

plus que parfois nous apercevons notre Directeur Général partir ou revenir du travail... rappelez-vous, en début d'article, « le lotissement cossu » !!!

EN CHEMIN POUR LE GUYADER ET MAUPERTUIS



Face à la commande du comité de rédaction du journal de l'Association pour un article concernant les différentes implantations du Service d'Action Educative (SAE), devenu le Dispositif Educatif de Milieu Ouvert de la Sauvegarde (DEMOS) depuis le 1^{er} janvier 2009, je me suis demandé vers qui pourrais-je me tourner pour trouver de l'aide pour réaliser les investigations nécessaires. Et bien, ce ne fut pas très compliqué. En effet pourquoi chercher la ressource au loin alors qu'elle se trouve près de soi ? Je me suis donc adressé à Jeannine POTIN, secrétaire de direction au DEMOS qui présente un double avantage pour l'exercice demandé, celui d'être salariée à la Sauvegarde et plus précisément au SAE puis au DEMOS depuis 1977 et surtout celui d'être très bien organisée. Elle a retrouvé sans aucune difficulté des documents d'époque, dont les rapports d'activité depuis l'année 1974 qui ont connu deux déménagements. C'est donc à partir de ces documents que j'ai construit (verbe que je trouve particulièrement approprié pour parler du bâti) cet article.

Par
laurent
CAROFF

Directeur
Adjoint



Le SAE ouvre ses portes le 9 septembre 1974 au 39, rue du Commandant Drogou, à BREST, dans un appartement d'une « richissime propriétaire »

selon Jacques LE BRETON, 1^{er} directeur du service. Dans un premier temps, l'équipe s'installe sur un seul niveau, l'activité du service se développant, un deuxième niveau sera investi dans les années suivantes.

L'activité est le maître mot pour déterminer la raison qui a prévalu à tous les changements d'adresse du service. Dans le rapport d'activité de 1975, il est écrit : « Si le plus grand nombre des enfants confiés au service est originaire de BREST, notre champ d'action s'étend sur le Nord Finistère (découpage judiciaire). Nous observons que seuls trois enfants résident à MORLAIX et aucun à CARHAIX. Il y a là une anomalie. Pour en partie remédier à cela, nous avons entrepris d'ouvrir une antenne de notre Service à MORLAIX, officiellement au début de l'année 1976, un local devrait être mis à notre disposition par la municipalité ». Ce local sera l'ancien office du tourisme de la ville de MORLAIX situé place du Pouliet. La maison connaîtra des aménagements en 1988, en raison d'une progression de l'activité. La judicieuse localisation du bâtiment était soulignée dans le rapport d'activité de 1986 : « *l'implantation, place du Pouliet, nous a été d'un grand secours, et nous souhaitons nous y maintenir vu les avantages non négligeables qu'elle offre ; une implantation au*

cœur de la ville, choix de stationnement etc... mais nous sommes obligés de constater actuellement que le service s'y trouve trop à l'étroit en raison du développement de nos activités », « la superficie et le nombre de pièces du pavillon du Pouliet sont donc insuffisants (manque de lieu d'entretiens pour les éducateurs, le psychiatre et le psychologue, pas de salle d'attente, ni de lieu d'activités). Cela s'avère d'autant plus important que nous accueillons les parents et les enfants, le plus souvent en conflits... ». Je me permets ce petit commentaire en passant : comme vous pouvez le constater, à cette époque on parlait de conflits entre enfants et parents, aujourd'hui, les rapports d'activité évoquent toujours les conflits mais entre les parents.

Après ce détour par MORLAIX, revenons à BREST où il y a eu également du mouvement. Le rapport d'activité de l'année 1979 nous informe que « c'est avec satisfaction que nous voyons arriver la possibilité d'un aménagement dans un autre local, 120 rue du Commandant Drogou pour un secteur, car les conditions de travail dans les locaux devenus exigus s'avéraient pénibles ». En 1980, l'Association conclut l'acquisition de cette maison. Le SAE a maintenant deux équipes éducatives sur BREST, une à cette nouvelle adresse et la seconde est restée au 39. Après l'arrivée dans ces nouveaux locaux du personnel administratif le 25 mai 1981, la séparation entre les équipes éducatives restera provisoire jusqu'au bénéfice d'une extension de la maison du 120, les deux équipes se retrouveront sous le même toit à partir de juillet 1982. Cette maison connaîtra une seconde extension qui comprendra une salle de réunion et deux salles d'entretien en 1989.

Passons aux années 90, l'activité du Service continue son développement. A l'étroit dans ses locaux à BREST, les deux équipes éducatives deviennent deux et demie. Avec la naissance du secteur sud, trois travailleurs sociaux vont s'installer en septembre 1994, dans un bureau mis à disposition par le Service Educatif de Milieu Ouvert (SEMO) rue de Quimper. Cette expatriation clandestine (ici, seule la mémoire collective permet de citer cet épisode de la vie du service, en effet, aucune trace écrite n'a été retrouvée dans les rapports d'activité ou autres documents) restera provisoire puisque qu'en avril 1996, le SAE à BREST retrouve un fonctionnement à deux équipes dont une, va s'installer au 5 rue du Chatellier, dans une maison, qui auparavant, était occupée par la Direction Générale de l'ADSEA 29.

Il est maintenant temps de repartir à MORLAIX en passant le cap du millénaire. Le rapport d'activité de l'année 2001 nous informe que « le site du Pouliet étant devenu trop exigü à cause du nombre important de travailleurs sociaux, nous avons demandé et obtenu des crédits supplémentaires afin de délocaliser une partie du personnel dans de nouveaux locaux, dans l'attente d'une implantation autre qui regrouperait l'ensemble du service. Ceux-ci sont situés 8, rue du Hameau du Champ Breton ». Un nom de rue qui fleure bon la campagne mais qui se trouve dans le quartier face à l'hôpital, environnement donc pas franchement bucolique pour cette maison individuelle mais qui fut appréciée par les professionnels pour l'espace qu'elle proposait. 2004 est une grande année sur le plan de l'immobilier pour le SAE, puisque comme l'indique le rapport d'activité : « le secteur de MORLAIX et ses équipes d'AEMO et d'IOE ont intégré au mois de juin les nouveaux locaux situés dans la ZAC de La Boissière rue Yves Le Guyader : de beaux locaux, spacieux et lumineux, mieux adaptés à l'animation et au travail des équipes du secteur de MORLAIX ».

2009, nous arrivons à l'année de la naissance du DEMOS, issu du regroupement entre le Service d'Action Educative (SAE) et le Service d'Orientation et d'Action Educative (SOAE) situé à QUIMPER. Fin février de cette même année, les deux sites, rue du Commandant Drogou et rue du Chatellier à BREST sont abandonnés au profit de la ville de GOUESNOU et précisément au 26, rue Gaston Planté. Les équipes éducatives se retrouvent ensemble dans un même lieu à la superficie avantageuse.

Et bien voilà, le récit des aventures des locaux du SAE et du DEMOS sur BREST et MORLAIX touche à sa fin.

Aujourd'hui nous nous préparons à notre voyage dans le futur qui va nous conduire pour les équipes de BREST vers le 14 rue Maupertuis où nous retrouverons nos collègues de l'ITEP, du SAFA et de la Direction Générale.

Gageons que ce regroupement dans le bâtiment « La Sauvegarde » sera le lieu du partage et de l'enrichissement mutuel pour le bénéfice des personnes que nous accompagnons. ■



SERVICE SEMO

IL ETAIT UNE FOIS LE SEMO

Le 1^{er} février 1983, le SEMO ouvre ses portes dans un appartement, en plein centre ville, au 68 rue Gallieni à Brest. Ce service est au départ une émanation du Service d'Action Educative qui se situe 120 rue Commandant Drogou. Ce service a pour but d'offrir un mode d'intervention éducative en Milieu Ouvert pour des jeunes nécessitant un soutien particulier.

Il est prévu d'accueillir 30 jeunes domiciliés sur la ville de Brest et ses environs immédiats.

« Etre au plus près des jeunes » est la raison pour laquelle le service a limité à l'agglomération brestoise et ses environs immédiats son champ d'intervention qui souhaite intégrer, au maximum, les projets éducatifs individuels dans un environnement de structures existantes et multiples du milieu naturel (loisirs, travail, soins, vie de quartier...). Le « bébé » du SAE va très rapidement couper le cordon ombilical.

L'atelier du SEMO sera créé en 1984 dans un petit garage de 15 m², éloigné du service, et qui ne peut permettre de répondre aux besoins des activités souhaitées.

Dès son ouverture, le SEMO tente de trouver et de mettre en place une palette de moyens disponibles et utilisables rapidement, modelables en fonction de la situation des jeunes confiés au service.

Or très vite, l'équipe fait le constat du problème posé par les locaux du SEMO qui sont trop petits pour les activités du service, notamment concernant l'atelier. C'est essentiellement sur cette argumentation que le changement de locaux a été accordé et s'est réalisé en mai 1987.



SEMO, route de Quimper BREST



SEMO, rue A. Clairaut BREST

Situé entre la mer et le centre ville de Brest, le SEMO s'installe au 102 route de Quimper.

Enfouie derrière une végétation « hirsute » parce que non travaillée depuis des années, sur un terrain d'environ 2 500 m², la maison présente l'aspect extérieur d'une bâtisse d'un étage. Cet aspect est trompeur car la maison, construite sur l'un des flancs du vallon du Stangalard, abrite 4 niveaux. La liste des travaux est multiple, nécessitant de grands et nombreux nettoyages, des travaux de peinture et certains aménagements pour adapter les différents espaces à l'utilisation prévue.



SEMO

Service Educatif
de Milieu Ouvert
de la
Sauvegarde

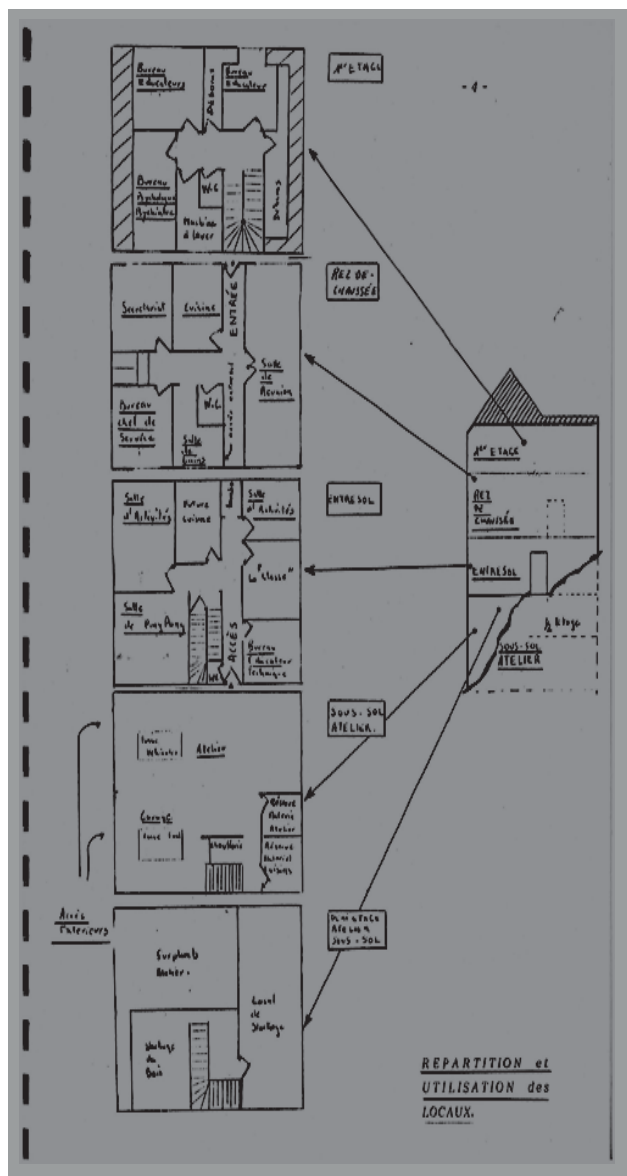
Le SEMO est donc à cette époque un grand chantier permanent dont les travaux de remise en état, l'entretien sont autant de chantiers réalisés progressivement avec l'ensemble de l'équipe et des jeunes. L'atelier sera équipé en 1988.

En 1997, une réflexion de l'équipe sur les besoins en locaux est lancée avec le soutien de l'Association, réflexion d'autant plus importante que le bail arrive à son terme à la fin du premier trimestre de 1999 et l'Association doit se positionner sur l'achat de la maison ou sur la recherche de nouveaux locaux qui doivent répondre à diverses exigences comme une localisation sur Brest, un accès facile et éviter de stigmatiser le service.

En 1998, l'Association s'oriente vers la construction d'un bâtiment neuf correspondant aux besoins cités ci-dessus. Après plusieurs mois de travail sur le projet des nouveaux locaux, incluant des administrateurs, des directeurs et des salariés du SEMO, le service emménage en 2000 au 15 rue Alexis Clairaut à Brest où il se trouve aujourd'hui. Ce sont 39 jeunes qui sont accueillis désormais dans le service. Ils peuvent y venir aisément, notamment grâce à la proximité du tramway. ■

*Ecrit réalisé
à partir des
différents
rapports
d'activité du
SEMO.*

**Marie-Laure
STEYER,
Secrétaire**



Service CAFP



CAFP

Centre
d'Adaptation
et de
Formation
Professionnelle



CAFP à QUIMPER



L'atelier BOIS

Contexte

Dans la fin des années 80, la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes du Finistère, comme bon nombre de structures, se trouve confrontée à une nécessaire réécriture des projets d'accueil des enfants confiés. Les gros foyers à 40, 60, 75 places avaient vécu.

En parallèle d'une révision globale du projet du Centre d'Observation de

Kervouigen à Pluguffan, entre 1988 et 1991 (dont deux services verront le jour, à savoir le REPIS et un plus tard le DAD sous sa forme actuelle), les activités de jour (ateliers et classes) vont connaître une nouvelle dimension.

Aux demandes pressantes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, du Conseil Général (ASE) et de la Mission Locale de Quimper, la Sauvegarde va répondre aux cahiers des charges imposés par ceux-ci. A savoir, activité de jour, accueil des usagers dès l'âge de 13 ans, mixité du public.

Le nouveau bâtiment

Le choix des locaux prenait en compte un certain nombre de nécessités :

- être facilement accessibles par les transports en commun,
- en proximité avec les gares,
- disposer d'espaces suffisants pour l'implantation des ateliers (fer, bois, maçonnerie et peinture).

Cette opération devait être réalisée dans les meilleurs délais et faire l'objet d'une location plutôt que d'un achat (exigence du Conseil Général).

Le projet est confié à Marcel BOULIC (Directeur du REPIS) pour trouver les locaux répondant à ce cahier des charges.

Lancement...

Le 1^{er} août 1992, le CAFP ouvre ses portes dans la zone industrielle de l'Hippodrome au 3, rue du Docteur Picquenard.

Le centre accueille 27 jeunes (habilitations Ministère de la Justice et Conseil Général du Finistère) avec une ouverture annuelle de 210 jours.

Le CAFP démarre avec une petite équipe (un directeur (0,20 ETP), une comptable (0,30 ETP), une secrétaire (0,50 ETP), 3 éducateurs techniques et 1 éducateur scolaire à temps plein.

Les années glorieuses (1993 - 2011)

Face au succès du projet de service, l'habilitation passe dès 1993 à 30 jeunes accueillis.

Le service commence son expansion...

○ Un nouveau partenaire (Préfecture du Finistère) s'impose avec l'accueil des jeunes de la Mission Locale dans le cadre des stages de mobilisation pour les 16-25 ans. L'effectif des jeunes accueillis passe à 40.

○ Novembre 1993, création d'un poste de chef de service et d'un poste d'éducatrice scolaire.

○ A la suite de la loi du 7 janvier 1993, l'Etat transfère ses compétences liées à la formation aux régions (apprentissage et formation professionnelle continue) : la Région Bretagne devient le nouveau partenaire du CAFP.

○ Les stages de mobilisation sur le projet et la Prestation Préparatoire à l'Emploi sont successivement mis en place : les effectifs accueillis passent à 82 usagers. L'équipe s'étend avec la création de nouveaux postes en atelier, en classe. Le temps du directeur, de la comptable et de la secrétaire est augmenté.

Un poste de psychologue est créé.

○ En 1994, la réglementation des finances publiques impose la mise en place du principe des Marchés Publics pour la formation.

○ En 2001, Thierry TICHIT devient le nouveau directeur

○ En 2010, l'équipe du CAFP compte 13 professionnels et accueille jusqu'à 92 usagers simultanément.

Les années douloureuses (2012 - 2015)

• Début 2012, la Région Bretagne souhaite changer les contours de son dispositif d'insertion (DRIP) et impose de nouvelles règles pour la mise en place d'actions de formation. Le projet du CAFP pour la Prestation Préparatoire à l'Insertion est retoqué.

• Malgré un recours au Tribunal Administratif fin 2012, le CAFP perd son marché. Commence alors une période douloureuse où la Sauvegarde s'emploiera à gérer au mieux les reclassements et licenciements qui en découleront. L'équipe se trouve fortement réduite.

• Vécue comme une maigre compensation, une action expérimentale (AFIC, Action pour la Formation et l'Insertion en Cornouaille) destinée aux plus démunis et éloignés de l'emploi est accordée par la Région (24 stagiaires en 2 ans). Ce sera la dernière action avec cette collectivité territoriale : une triste fin après 14 années d'excellence...

• Fin 2014, c'est le principe même de l'existence des centres de formation (malgré la qualité et la prestation de services rendus auprès des plus démunis) qui est remis en question...

Un nouveau rebond (2016...)

► Aux prix d'efforts et de sacrifices financiers (diminution du poste de chef de service), le CAFP tente de reprendre son souffle avec une réorganisation

du service intégrant dans ses locaux le service du DAD.

Le propriétaire des locaux accepte de prendre à sa charge la totalité des travaux d'aménagement que nécessite l'arrivée du nouveau service.

A ce jour :



• 5 pôles d'activités sont proposés aux usagers (atelier fer, bois, peinture, maraîchage, classe).

• L'habilitation contractualisée par le Conseil Départemental (seul partenaire restant) prévoit d'accueillir 47 jeunes dont 9 MIE/MNA (cette dernière prestation existe depuis avril 2014).

Une mission confortée au fil du temps avec de vraies valeurs...

Avec ses 25 années d'existence, le CAFP garde le cap afin de répondre à sa mission qui vise à garantir aux jeunes les plus en difficulté, le droit à l'Education et à l'insertion Professionnelle.

Le CAFP garde toujours ses mêmes objectifs qui permettent d'amener les jeunes les plus en difficulté à entrer dans un processus de changement personnel (reprise de confiance, travail de valorisation, développement de l'estime de soi), condition essentielle pour améliorer leur adaptabilité professionnelle et leur disponibilité à s'engager dans un processus de formation. ■

Hubert MICHARD, Chef de service
et Thierry TICHIT, Directeur

Historique et motifs de la création

Le **Dispositif d'Accueil Diversifié**, le DAD, est le fruit de l'ultime restructuration des internats qui ont construit et jalonné, tant l'histoire de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence et des Adultes du Finistère, que celle d'autres associations au niveau national.

La Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes du Finistère n'a pas échappé à ce schéma :

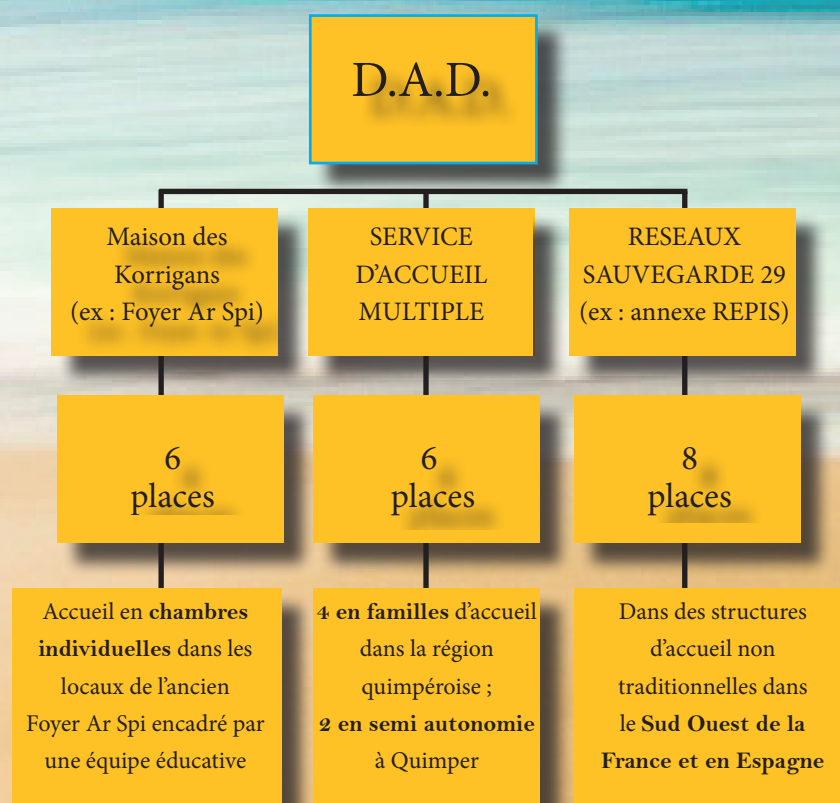
- après avoir créé l'internat de Kervouigen en 1962 (environ 90 places),
- l'Association ouvre en 1976 un internat plus petit : le Foyer du Loc'h (40 places),
- en 1981 elle "éclate" l'hébergement avec la création du GAVA (devenu le REPIS),
- en 1992 elle ferme le foyer de Kervouigen et crée un petit internat de 11 places : le Foyer Ar Spi,
- en 1995 elle ferme le foyer du Loc'h. Ne subsiste alors plus que le foyer Ar spi, dernière survivance des internats de la Sauvegarde,
- De 1995 à 1999, le foyer Ar Spi va traverser un certain nombre de difficultés : violence récurrente des usagers, usure d'une équipe.

Nous avons donc proposé à notre organisme de contrôle : l'Aide Sociale à l'Enfance du Finistère, une restructuration "à moyens constants" de l'internat, intégrant dans son fonctionnement un service expérimental rattaché au REPIS (autre établissement de la Sauvegarde) : "Les Réseaux Sauvegarde 29", agréés par le Conseil Général du Finistère par arrêté du 13 octobre 1997.

Il s'agissait d'un service de 8 places, prenant en charge des jeunes dans le cadre de séjours dits "de rupture".



Le **1^{er} Mai 2000** naissait donc le **DISPOSITIF D'ACCUEIL DIVERSIFIÉ (DAD)**, autorisé de manière expérimentale par le Conseil Général du Finistère (7 juin 2000). La nouvelle organisation était habilitée à recevoir : **20 jeunes garçons et filles, de 12 à 18 ans et jeunes majeurs.** Leur répartition s'organisait autour des 3 pôles :



Entre septembre et décembre 2000, le foyer s'est peu à peu "vidé" des jeunes les plus difficiles, orientés comme prévu lors de moments de crise vers les deux autres relais du dispositif (SAM. et Réseaux Sauvegarde 29). Aucune autre admission ne venait combler ces départs.

Par contre, la demande pour des séjours de rupture était en augmentation croissante : le pôle Réseaux Sauvegarde 29 était en sureffectif permanent.

L'identification professionnelle du DAD se construisait autour de la mise en place de séjours de rupture.

En décembre 2000, il ne restait plus que 2 jeunes dans l'internat, mobilisant toujours une équipe de 6 éducateurs. En accord avec les services du Conseil Général, nous avons alors redéployé les moyens du foyer sur le restant du dispositif, ainsi que vers un autre établissement de la Sauvegarde (le REPIS) qui augmentait sa capacité d'accueil. Là encore, cette restructuration s'est opérée quasiment à moyens constants. Avec la fermeture de son dernier foyer, la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes du Finistère tournait une page importante de son histoire.

En 2012, le DAD cessera les accompagnements avec les lieux de vie dans le Sud Ouest de la France et axera principalement son activité sur l'étranger

poursuivant son partenariat avec l'Association **EMAUS en Espagne**, le programme de séjours de rupture a continué de se développer en direction de nouveaux partenaires et de nouveaux pays :

- **le Sénégal** avec l'Association JCLTIS à Dakar depuis 2001 ;
- **la Roumanie** avec l'Association RENAIRE de 2005 à 2007 (arrêt pour mesure de précaution en raison de la grippe aviaire) ;
- **le Maroc** autorisation délivrée par le Conseil Départemental depuis le 1^{er} novembre 2015.

En février 2011, le Conseil Général du Finistère reconnaissait le savoir-faire du DAD en lui délivrant une habilitation au titre d'établissement, le faisant ainsi sortir du « statut expérimental ».

Le 1^{er} juin 2016 les bureaux du DAD s'installent dans le bâtiment du CAFP.

A ce jour, ce sont près de 600 jeunes qui ont pu suivre un programme éducatif de séjour d'éloignement ou de rupture.

A présent ils sont reçus dans la configuration suivante :

Le DAD Aujourd'hui

Effectif autorisé
à 18 places
filles et garçons
de 14 à 18 ans

Par
T TICHIT,
Directeur
et
H MICHAUD,
Chef de service



Maroc



Espagne



Sénégal

6 places avec l'Association AHLAN, O.N.G. agréée par les Ministères de l'Education Nationale, de la Jeunesse et du Sport, et de la Solidarité du Maroc

6 places avec l'Association EMAUS, O.N.G. agréée par le Ministère de la Justice et le service de l'Aide Sociale à l'Enfance de la région de Valence

6 places avec l'Association JCLTIS, O.N.G. agréée par les Ministères de la justice et des affaires sociales du Sénégal

REPIS, rue Arthur Rimbaud QUIMPER



Le REPIS HEBERGEMENT

Par
Xavier VELLY,
Directeur
.....

LE REPIS Hébergement

Service dédié à l'insertion sociale et professionnelle de grands adolescents ne relevant plus d'un placement en internat, le GAVA (Groupe d'Adaptation à la Vie Active) est créé en 1981 à partir du Centre d'observation de Kervouygen à PLUGUFFAN. Il deviendra le REPIS en 1987.

L'ADSEA 29 fait l'acquisition en 1989 d'une maison d'habitation située 2 rue Arthur Rimbaud, proche du centre-ville de QUIMPER. Le service éducatif REPIS y installe ses bureaux en octobre de la même année, 8 salariés forment alors l'équipe professionnelle et 12 jeunes en grandes difficultés sociales sont alors accompagnés par des éducateurs à partir d'appartements autonomes.

Quand le développement de l'activité s'accompagne de déménagements successifs

Les demandes d'admission sont en constante augmentation et l'autorisation du REPIS est plusieurs fois revue pour atteindre 50 places aujourd'hui. L'équipe éducative est renforcée et les locaux ne sont plus adaptés ; l'accueil du public notamment, car plus de 25 jeunes passent chaque jour au service. Ils y rencontrent les éducateurs, viennent déjeuner ou encore laver leur linge. En 1999, l'association s'engage dans la recherche d'un terrain avec un projet de construction d'un bâtiment. Un moment envisagé dans le secteur de Creach Gwen, c'est finalement au nord de QUIMPER, dans le quartier du parc des expositions, que l'ADSEA 29 acquiert un terrain et dépose le 6 mars 2000, une demande de permis de construire un bâtiment de 361 m² ainsi qu'un parking pour les véhicules de service et du personnel.

Les contraintes liées à la mobilité des jeunes (accessibilité par le bus), au secteur géographique d'intervention des travailleurs sociaux (Cornouaille et sud Finistère) ont guidé le choix de l'association. Le REPIS est installé depuis 16 ans maintenant au 6 rue Pierre Mocaër.



REPIS, rue Mocaër QUIMPER

Le REPIS PEAD

Avec le développement de l'activité, une antenne à part entière sur le secteur de Carhaix et du Centre Bretagne voit le jour en 2003. Mais depuis 1992, les professionnels du REPIS intervenaient aux alentours de Carhaix, allant même parfois dans les départements limitrophes, les Côtes d'Armor et le Morbihan. Initialement installés dans des locaux mis à disposition par la Mairie, le REPIS loue désormais un pavillon en centre ville, situé au 12 rue du syndicat. L'aménagement est récent (décembre 2015).

REPIS

Réseau
Educatif
Pour
l'Insertion
Sociale

PEAD

Placement
Educatif
A
Domicile



REPIS, rue du Syndicat CARHAIX

LE REPIS PEAD

Ce service souhaitant diversifier les modes de placement et de soutien à la parentalité dans le cadre du schéma départemental, le Conseil Général prévoit en 2003 la mise en place du Placement Educatif A Domicile. L'ADSEA du Finistère, au travers du projet REPIS, est retenue pour mettre en œuvre cette alternative au placement traditionnel.

Les professionnels démarrent leur activité auprès de 5 mineurs confiés, à partir du REPIS de Quimper. Le recensement des besoins et les perspectives de développement conduisent l'ADSEA 29 et le REPIS à créer un service en 2007. Ce dernier s'installera à CHATEAULIN, dans un appartement du centre ville.

Fin 2003, le service du REPIS PEAD voit son autorisation passer à 31 mineurs et la nécessité de déménager s'impose. Associées à ce projet, les familles investissent le "Café des parents" pour émettre leurs souhaits et réfléchir aux côtés de l'Association et de la Direction d'établissement.

Ce sera finalement dans le cadre d'un partenariat ADSEA 29 / Habitat 29, que le REPIS PEAD installera ses locaux : (bureaux, salle d'activités) début 2004 dans la Résidence QUIMILL à CHATEAULIN. ■



REPIS, Rés. Quimill CHATEAULIN



L'EVOLUTION D'UN PRO à travers l'histoire de SES BATIMENTS

Par
Nathalie CONQ,
Directrice adjointe et
Muriel COIC,
Chef de service

De « La Retraite » au Centre Ty Ar Gwenan

En 1966 s'ouvre à Lesneven le Centre de Formation d'Hôtesses de Maison, dans un bâtiment nommé « la Retraite ». Construit au XVII^{ème} siècle, ce bâtiment a eu pour vocation première d'être un couvent d'Ursulines, qui abrita les religieuses, cloîtrées jusqu'à la Révolution.

Ce bâtiment, restauré après avoir été ravagé par un incendie en 1938, va accueillir, pendant la guerre, les élèves du lycée St-François (dont les locaux sont alors occupés par les troupes allemandes), puis des séminaristes quimpérois, des soldats de la Légion Etrangère ou des Chasseurs Alpains. Au début des années 1960 les sœurs de la Retraite vivent une refonte de leur ordre. A l'époque les sœurs dirigent à Lesneven un cours de « couture flou » qui s'avère ne plus offrir de débouchés aux élèves et qui est condamné à la fermeture. Une des religieuses propose alors une reconversion dans la création le 18/10/1966 d'un Centre de Formation d'Hôtesses de Maison, le premier en France. Dès l'origine, il pourra accueillir des jeunes bénéficiant de l'aide sociale.

Progressivement le profil des jeunes filles accueillies va se modifier et le Centre de Formation s'oriente vers un établissement socio-éducatif.



En 1986, Ty Ar Gwenan obtient le statut de Maison d'Enfants à Caractère Social et s'inscrit dans le schéma départemental de l'aide sociale à l'enfance du Finistère.

Les locaux anciens sont aménagés pour l'accueil permanent des jeunes filles, mais ils sont de moins en moins adaptés à l'évolution du projet. En février 1991, un incendie va fortement endommager le toit et l'étage supérieur du bâtiment.

Cet évènement rend indispensable la recherche de nouveaux locaux pour la MECS.

Ty Ar Gwenan dans les locaux de l'ancienne gendarmerie

Profitant de la création d'une nouvelle gendarmerie sur Lesneven, la commune propose à l'association la mise à disposition gracieuse



des anciens logements des gendarmes, dans un grand bâtiment indépendant, au cœur de la commune. L'association contracte un prêt pour aménager le bâti, pour l'adapter à ses besoins et le déménagement a lieu en 1991.

Les jeunes disposent alors de chambres individuelles munies d'un espace toilette avec lavabo, au second étage de la maison. Le rez-de-chaussée est destiné aux services administratifs. Le 1^{er} étage est composé des pièces de vie du foyer et du bureau des éducateurs.

En 2000 au moment de la création du service Starti'jeunes, la commune met à disposition du service un appartement, dans un bâtiment contigu à celui du foyer, logement auparavant occupé par une antenne de la Mission Locale.

Petit à petit les locaux vieillissent et ne sont plus conformes aux normes de sécurité en vigueur, et aux normes de confort contemporain.

Les locaux sont en effet vétustes, énergivores, difficiles à entretenir, et n'offrent pas de possibilité d'évolution du projet d'établissement.

La municipalité de Lesneven propose alors la mise à disposition d'un terrain à Kerlaouen, confirmant l'implantation de Ty Ar Gwenan sur son territoire, et la qualité de nos relations de proximité. L'assemblée départementale délibère le 25 octobre 2010 donnant son accord pour le financement de l'opération.

Ty Ar Gwenan dans un immeuble neuf construit par le Logis Breton

Le projet s'est construit au fil des mois, en concertation avec les services de la Direction de l'Enfance et de la Famille du Conseil Général ; et l'Association Ty Ar Gwenan a repris ainsi pelles et pioches, ou plus modestement dans un premier temps, crayons gris et gommes, pour travailler avec le Logis Breton et le cabinet Archipôle à la réalisation qui a permis l'emménagement de la structure à l'automne 2014. ■

MECS
Ty
Ar
Gwenan

Maison
d'Enfants
à
Caractère
Social



HISTOIRE DES IMPLANTATIONS DE L'ITES

Des débuts prometteurs.....

La première promotion constituée d'une vingtaine d'élèves-éducateurs en cours d'emploi a été accueillie le 1^{er} septembre 1969 près de Landivisiau dans un bâtiment mis provisoirement à disposition par intermittence. Ces locaux s'avèrent très rapidement insuffisants et inadaptés, d'autant que le directeur-adjoint qui assure la gestion de l'école dans l'attente du recrutement d'un directeur, a son bureau dans les locaux du siège de la Sauvegarde à Brest ! L'association décide alors de se porter acquéreur du monastère de Kerbénéat à Plounéventer.



ITES

Institut
pour
le Travail
Educatif et
Social

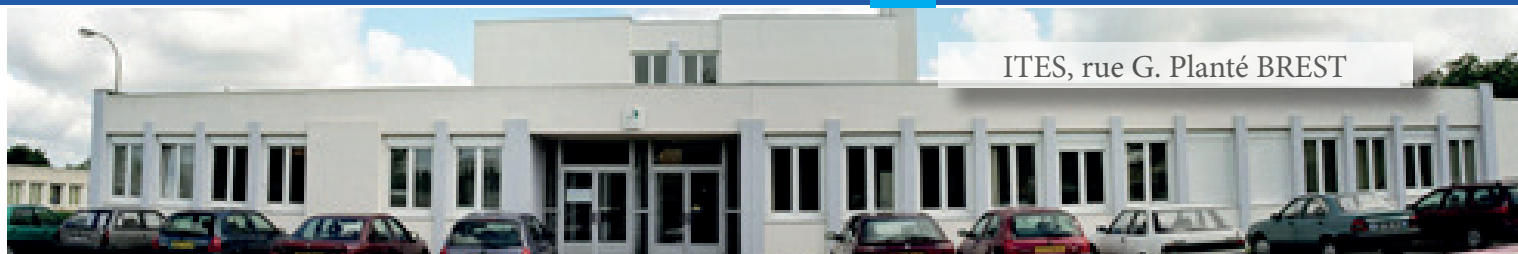
Ancien
monastère de
Kerbénéat



La rentrée de septembre 1970 se fait dans ces locaux qui accueillent des professionnels « en cours d'emploi » en internat pour une formation en alternance d'une durée de 4 ans. A noter que l'agrément de l'école apte à préparer au diplôme d'état n'a été délivré qu'en 1974, un mois avant les épreuves du 1^{er} diplôme et après la séquestration dans son bureau par les élèves-éducateurs, pendant 48 heures, du directeur de l'époque Maurice Morlet qui avait pris ses fonctions en 1971 !

Sur Brest...

En 1976, Kerbénéat est mis en vente et l'école d'éducateurs s'installe pendant 3 ans dans l'école de Keralloche, une école primaire publique désaffectée proche du quartier de Kérinou à Brest. En 1979, la Sauvegarde prend la décision de construire ses propres locaux sur un terrain de la rue Gaston Planté à Kergaradec (locaux actuels de l'UDAF), terrain initialement prévu pour le CMPP Jean Charcot.



ITES, rue G. Planté BREST

Le bâtiment offre, entre autre, toutes les prestations nécessaires à la formation aux techniques éducatives : des métiers à tisser, un four à poterie, une chambre noire pour la photo, etc. Le **1er septembre 1984**, l'Ecole d'éducateurs devient l'ITES, Institut pour le Travail Educatif et Social.

Une fois encore, les locaux deviennent trop étroits pour accueillir de nouvelles formations (moniteurs-éducateurs, éducateurs techniques spécialisés, aide-médico-psychologiques, assistants de service social, aides à domicile, développement de la formation continue,...). Des salles sont louées au Centre d'accueil de Keraudren afin d'assurer des cours toujours plus nombreux. La décision est prise de construire un nouveau Centre de formation non loin de là, toujours dans la zone de Kergaradec. En **2002**, un bâtiment tout neuf est érigé sur son site actuel. Il ne comporte que 2 niveaux (le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage). Le centre de ressources documentaires, le petit amphithéâtre et le 2^{ème} étage n'existent pas encore.



"Un bâtiment tout neuf est érigé
Il ne comporte que 2 étages"

Les formations sont dispensées sur les 2 sites, rue Gaston Planté et rue Jules Janssen pendant 5 ans. Les formateurs-trices vont et viennent d'un site à l'autre, au gré de leur emploi du temps, chargés de leurs documents et matériels pédagogiques. Oublis, perte de temps, fatigue, navette incessante des courriers : il devient évident qu'il y aura tout à gagner à regrouper les activités sur un seul site. Des travaux d'extension sont engagés rue Jules Janssen. Ils dureront un an et seront accompagnés de multiples désagréments pour tous ceux et celles qui devaient y poursuivre les activités de formation. Un deuxième étage avec un amphithéâtre supplémentaire plus petit, un centre de ressources documentaires, 26 salles de cours, des bureaux de formateurs et un espace dédié à la direction et à la comptabilité sont inaugurés le 13 octobre **2008**.



ITES, rue J. Janssen BREST

Les locaux de la rue Gaston Planté sont vendus à l'UDAF. Le nouvel ITES de 4060 m² est fonctionnel, plus spacieux, doté d'outils technologiques performants. Néanmoins certains salariés-ées regrettent le temps de la rue Gaston Planté, une structure plus « ramassée » donc plus conviviale, où l'on « se voyait tout le temps, les cases courrier étaient près de la direction... ».

... et Quimper !

Parallèlement au développement du centre de formation sur Brest, en **1992**, afin de répondre aux demandes de formation de proximité sur Quimper (aides médico-psychologiques, assistants maternels, assistants familiaux), 2 salles de cours, 3 bureaux, un espace documentation sont loués à la Mutualité, rue François Truffaut près des quais. Les locaux deviennent peu à peu trop étroits et les difficultés de stationnement sont récurrentes. La Sauvegarde décide en **2004** de louer un puis deux étages dans un petit immeuble du sud-ouest de Quimper, rue du moulin de Melgven. On y trouve 5 salles de cours, 4 bureaux, un petit espace de documentation. Les bâtiments s'avèrent peu adaptés à la formation et ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite. Il faut donc envisager une autre solution : un terrain est acheté en vue de la construction d'un Centre de formation dans la zone de Cuzon, à l'entrée nord de Quimper par la 4 voies. Le bâtiment est livré en juillet **2010**. Les locaux de 645 m² sont adaptés, pensés pour la formation, équipés de matériel pédagogique, d'un ascenseur et dotés d'une annexe du centre de ressources documentaires de Brest. Pour la première fois, à la grande satisfaction des salariés-ées et stagiaires, l'ITES de Quimper bénéficie d'un vrai parking ! ■



ITES, ZAC du Cuzon QUIMPER

L'équipe de rédaction :
Gilles ALLIERES, Catherine CARIOU, Laëtitia DEGOUYS,
et Catherine HURTAUD, Directrice
(à partir des notes rédigées en 2003 par Guénolé CALVEZ,
nommé Directeur Général de la Sauvegarde en 1976).

SERVICE

La Maison des Parents



Par
Stéphanie GUILLEMET,
Coordinatrice
.....

La Maison des parents, rue de Rennes BREST



“Agrémentés d’une cour, d’un patio et d’un jardin,
les locaux permettent également aux familles de
profiter pleinement des extérieurs”



Depuis octobre 2009, à Brest, la Maison des parents a ouvert ses portes, 32 rue de Saint Malo, dans un logement Brest Métropole Habitat, le temps de l'expérimentation de ce nouveau service d'accompagnement à la parentalité composé d'une équipe pluridisciplinaire de 6 professionnelles (2 Techniciennes en Intervention Sociale et Familiale, 1 éducatrice de jeunes enfants, 2 éducatrices spécialisées dont une responsable coordinatrice, 1 psychologue).

Portée par l'ADSEA 29, la Maison des parents est le fruit d'une convention partenariale entre le Conseil Départemental, la Caisse d'Allocations Familiales et la Ville de Brest au travers leurs politiques nationales, départementales et locales. Ensemble, ils ont construit une nouvelle dynamique de soutien à la fonction parentale et repensé le travail d'actions sociales de prévention dans un souci de co-construction avec les familles.

La Ville de Brest propose d'installer la Maison des parents dans des locaux de la ville et la Maison des parents déménage en septembre 2013 sur le site Madeleine Porquet, dans l'ancienne école maternelle au 1, rue de Rennes (haut de la rue du gymnase de Provence), au cœur du quartier de Bellevue à Brest, où se situe une crèche associative.

D'un appartement de 80 m², la Maison des parents a grandi pour s'épanouir dans 200 m², permettant d'accueillir, dans un espace chaleureux et convivial les parents avec ou sans leurs enfants.

Agrémentés d'une cour, d'un patio et d'un jardin, les locaux permettent également aux familles de profiter pleinement des extérieurs.

Les pièces aménagées sont destinées à recevoir, jouer, cuisiner, bricoler... et permettent d'accueillir les familles, faire dormir les enfants, concevoir des repas... et proposer des ateliers en lien avec le projet de la structure dans un accueil familial, collectif et individuel. ■



Contacts :

Tel : 02 98 46 94 81

ou : 06 11 84 40 30

lamaisondesparents@adsea29.org

Pour s'y rendre en bus :

arrêts Gascogne ou Provence

<http://www.reperes-brest.net>

rubrique : la Maison des parents.



La Maison des parents
Quartier de Bellevue

UN

PETIT REGARD SOCIOLOGIQUE

<EUN TAOL LAGAD >

SUR LES

Constructions DE LA sauvegarde 29



Lil peut être prétentieux de ma part de vouloir dégager des éléments notables à partir des textes concernant les lieux ou espaces de travail de la Sauvegarde 29. Je tâcherai cependant de joindre quelques éléments des réflexions tirées de mes recherches et enseignements sur la question de l'habiter, de l'intimité aussi. Merci à la Sauvegarde pour m'accepter dans ses pages et à Laëtitia Degouys qui m'en a fait la demande.

Dans ces textes la question de l'attachement aux lieux de travail apparaît principalement lors des déménagements bien que les conditions précédentes n'aient pas toujours été les meilleures : bureau du thérapeute dans la salle de bain par exemple ou à l'inverse canapé dans les bureaux des éducateurs. Ces déménagements ont eu lieu non seulement à cause de l'augmentation du nombre des suivis mais aussi à cause de la mérule ou parfois d'absence d'accès aux voitures de service et des patients.

Pourtant ces lieux occupés professionnellement, parfois témoins d'événements ou de conflits violents ou difficiles (en foyers éducatifs par ex.), sont le plus souvent investis affectivement ou sentimentalement, autant par les professionnels que par les personnes accompagnées. La comparaison va sembler

hasardeuse mais on sait que malgré la mauvaise qualité architecturale des immeubles de banlieues des années 60/70 comme aux 4 Milles à La Courneuve, les habitants acceptent mal leur destruction car au-delà de l'attachement aux murs, au quartier, la démolition est un arrachement aux réseaux de voisinage ou familiaux. Bien entendu on n'en est pas là ici, mais reste cette donnée anthropologique majeure : les lieux qu'on habite ou qu'on occupe professionnellement marquent notre psyché. On peut même aller plus loin et dire que bien souvent ces lieux servent de repères spatiaux et temporels (par ex. lors des débuts professionnels mais aussi au long de la carrière) car des rencontres, amitiés et solidarités peuvent s'y manifester (même si l'inverse reste vrai parfois). Mais c'est un fait établi, ces repères spatiaux sont la plupart du temps reliés aux sentiments et donc aux relations concomitantes qui s'y construisent (Esther Hautzig, 1987, p.247 et Leroi Gourhan, rééd. 1991, t. 2, p.140, J.P. Kervella, thèse, 1999, pp. 70-72).

Rejoignant cet attachement, on peut se demander si les étiquettes mises sur des fauteuils de travail lors des déménagements ne visent pas seulement au bien-être du « popotin » comme il est dit. Mais je pense qu'on aurait pu constater la même attention à d'autres objets. Si le confort de « son » fauteuil peut être une raison, il ne faut

pas oublier que même dans des lieux professionnels les plus rationalisés ou dits high tech, bureaux en open office, ou ateliers de mécanique, avec machines projetant de l'huile, on trouve des marques ou plutôt des marqueurs personnels (pas toujours de grande finesse comme les photos sexistes dans certains ateliers !) sans oublier certains outils qui sont investis personnellement. C'est là un principe de « nidification », d'appropriation personnelle de l'espace professionnel pourtant considéré, la plupart du temps, comme formellement impersonnel (Ph. Bernoux, 1981, p. 28 et p. 194).

Le regroupement de services de la Sauvegarde, rue de Maupertuis est une excellente chose. D'une part il permet des rencontres entre personnes des différents services et aussi de situer ces services, surtout ceux recevant des usagers. La centralité ou la proximité de la rue Maupertuis avec les réseaux de transport voire les commerces ou même le centre-ville permettent accès et repérage aisés. De fait cette question de proximité, de centralité et d'accessibilité est désormais prioritaire dans le développement de l'urbanisation des villes et Brest n'y échappe pas. La « première » école d'éducateurs au monastère de Kerbéneat était réellement décentralisée. Mais, par la suite, bien des formateurs et étudiants vont regretter le départ de la « seconde »

école d'éducateurs située en plein quartier de Kerinou pour devenir l'ITES rue Gaston Planté à Kergaradec zone industrielle excentrée et mal desservie par les transports ne permettant pas aux élèves de se rendre aux restaurants universitaires, avec qui, me semble-t-il, un contrat fut passé. C'est pourquoi cette même interrogation apparut avec le nouvel ITES, rue Jules Janssen. Mais aujourd'hui la question des transports est résolue.

D'autre part, ce regroupement des services évite d'augmenter l'artificialisation des terres initialement agricoles, ce qui est une préoccupation mondiale et humanitaire et donc une sage initiative de la part de la Sauvegarde.

Cependant ce type de regroupement peut avoir des défauts quand il aboutit à un certain gigantisme. On le voit, encore une comparaison ! dans le regroupement d'écoles primaires de plus de 600 élèves, où il y a plusieurs salles de classes mais aussi plusieurs salles des professeurs si bien que les tout jeunes élèves du primaire ont du mal à se repérer de même que leurs parents. Si notre jeune orthophoniste dit avoir été perdue entre les couloirs et portes d'un de nos établissements, aux locaux pourtant clairs, agréables, décorés, avec stationnement aisé et verdure, qu'en est-il de nos usagers ? On sait aussi que certaines « grosses » maisons de retraite ont parfois adopté la même structure architecturale interne si bien que pour retrouver sa chambre et cela vaut aussi pour les visiteurs des résidents, il est difficile de se repérer dans cette uniformisation et rationalisation de l'habiter.

Et conséquemment, il y a risque d'une hiérarchisation des pièces, des bureaux avec différenciation et ségrégation des places comme entre bureaux administratifs (ou de l'encadrement) et les locaux accueillant ou fréquentés par les usagers. On peut alors tomber dans une gestion de type taylorien mettant une distance entre le groupe des décideurs et celui des exécutants, sans oublier, comme on vient de le signaler, le groupe des usagers. Qu'il y ait besoin de recul, d'isolement parfois, on le comprend tout à fait mais à vouloir garder trop de distance on peut tomber dans un système bureaucratique et donc autoritariste et c'est rarement bon pour le moral et pour l'efficacité.

En lien avec la question des repères que permettent les lieux, la dénomination ou l'identification des occupants de ces lieux par le nom de ces lieux était assez fréquente, c'est un principe anthropologique dit de localisation (G.H. de Radkowski, 2002, pp. 28-30)

Bien entendu, la plupart du temps, les équipes de professionnels et dans le cas d'internat, les résidents sont désignés par le nom « administratif » (nom de fleurs, d'animaux pas toujours judicieux et même parfois infantiles). Mais l'identification par le nom du lieu prime sur celui de la ou du chef de service ou du directeur-trice. Parfois même le nom administratif est celui du lieu d'implantation : de la rue, du quartier comme quand on parlait de ceux du Loch (équipe et jeunes gens accueillis) ou de l'équipe de Kerlan, ou de l'équipe du Commandant Drogou, ou celle du Chatellier et parfois même par le numéro de l'étage : l'équipe du « premier » ou celle du « second », à l'AEMO Sauvegarde ou au Centre Marguerite le Maître.

Il serait intéressant de savoir comment nos usagers perçoivent les lieux qui les reçoivent. Dans le cas des internats, foyers ou même ITEP ou Externat Médico Thérapeutique (EMT) où le séjour peut être de plusieurs années, ces lieux sont sans doute empreints de sentiments ambigus, oscillant entre rejet et attachement mais il me semble qu'ils restent bien souvent, comme on l'a dit, des lieux de repères, au bon sens du terme. Et dans le cas des accueils momentanés, sur rendez-vous, plusieurs travailleurs sociaux m'ont dit que malgré des injonctions judiciaires sévères, le bâtiment d'accueil était investi de charge émotionnelle, considéré comme lieu de « repos » ou de calme par les personnes suivies, face au tumulte de leur vie sociale et personnelle. D'où l'importance de l'aménagement des lieux d'accueil, comme certains textes le montrent. Il n'est pas nécessaire de vouloir un équipement luxueux qui peut même déstabiliser ces personnes souvent issues des classes sociales les plus démunies mais il faut que ces lieux soient traversés d'attention à l'autre voire de chaleur humaine. ■

Jean-Pierre KERVELLA, Sociologue,
ex responsable de formation à l'ITES,
membre associé du LABERS, UBO.



Implantation des services de l'ADSEA 29



Direction Générale
La Maison des parents
DEMOS
SEMO
SAFA
CMPP
ITEP/SESSAD/Service de suite
ITES

DEMOS
SAFA

TY AR GWENAN

Brest

Lesneven

Morlaix

Carhaix-Plouguer

Châteaulin

Quimper

REPIS Hébergement

REPIS PEAD

REPIS Hébergement
CAFP
DAD
DEMOS
ITES